



Note d'information sur les perspectives de l'économie nationale en 2008

- ✓ Début de campagne agricole 2007-2008 sous de bons auspices
- ✓ Maintien du dynamisme des activités non agricoles
- ✓ Taux de croissance estimé pour 2007 de 2,2% et prévu pour 2008 de 6,1%
- ✓ Une accentuation de l'inflation à modérer
- ✓ Pour la deuxième année consécutive, un compte capital déficitaire

Comme chaque année en février, le Haut Commissariat au Plan procède à la révision des prévisions du budget économique exploratoire publié au mois de juin. Tel est l'objet du budget économique prévisionnel qui présente les nouvelles perspectives de l'économie marocaine pour l'année 2008. Il se réfère ainsi aux résultats des enquêtes trimestrielles et des travaux de suivi et d'analyse de conjoncture menés par le Haut Commissariat au Plan durant le deuxième semestre 2007, notamment en matière de production, des prix, d'investissement et de financement. Il intègre, également, les résultats des simulations de l'impact des dispositions fiscales et budgétaires de la loi de finances 2008 adoptée par le Parlement en décembre 2007, ainsi que les principales perspectives de l'économie mondiale.

L'environnement international

Selon les experts des différents organismes internationaux, notamment, le Fonds Monétaire International, la Commission européenne, la Banque mondiale et l'Organisation de la Coopération et de Développement Economique (OCDE), la conjoncture internationale serait marquée en 2008 par le net ralentissement de la croissance économique aux Etats-Unis d'Amérique, au Japon et dans la zone Euro, principal partenaire commercial du Maroc. Toutefois, les pays émergents et en développement, notamment la Chine et l'Inde, maintiendraient leur expansion vigoureuse observée depuis quelques années.

L'économie américaine enregistrerait, ainsi, une croissance de 1,5% au lieu de 2,2% en 2007 et 2,9% en 2006, sous l'effet de la conjoncture défavorable que connaissent les secteurs de l'immobilier et de l'industrie, le marché de l'emploi et la consommation. De son côté, la zone Euro réaliserait une croissance au dessous de son potentiel économique, de l'ordre de 1,6% au lieu de 2,6% en 2007, et le Japon une croissance de 1,5% au lieu de



1,9% en 2007. Quant aux pays émergents et en développement, soutenus particulièrement par la vigueur de leurs demandes intérieures et leurs exportations, ils devraient dégager une croissance économique d'environ 6,9% au lieu de 7,8% en 2007.

Par ailleurs, la parité euro/dollar continuerait son appréciation pour se situer à 1,42 au lieu de 1,37 en 2007. Les cours des matières premières, notamment le pétrole brut et certains produits alimentaires, de leur côté, poursuivraient leur renchérissement. Le cours moyen du pétrole brut s'établirait à 84 dollars/baril en 2008 au lieu de 71,2 dollars estimé pour 2007 et 64,3 dollars observé en 2006. Les prix des autres produits non énergétiques qui se sont accrus de 24,5% en 2006 et 15,3 en 2007 sur le marché international, connaîtraient une légère baisse en 2008, laquelle ne compenserait pas, cependant, les hausses des années antérieures.

Evolution de l'économie nationale

L'économie nationale serait légèrement affectée par cet environnement international globalement défavorable. Les prix à l'importation resteraient élevés et la demande mondiale adressée au Maroc serait en ralentissement, passant d'une augmentation de 7,6% estimée pour 2007 à près de 5,6% en 2008.

Toutefois, l'activité économique nationale bénéficierait d'un ensemble de facteurs favorables durant l'année 2008. La campagne agricole 2007-2008 s'annonce prometteuse, bénéficiant de conditions climatiques satisfaisantes, ce qui permet de retenir l'hypothèse d'une production moyenne de l'ordre de 60 millions de quintaux pour les cultures céréalières au lieu de 20 millions en 2006-2007. Le secteur primaire s'accroîtrait ainsi de 12,5% au lieu d'une baisse de 19,4% estimée pour 2007.

Les activités non agricoles, de leur côté, continueraient leur dynamisme observé depuis quelques années, particulièrement les services marchands (tourisme, transport, activités financières), le bâtiment et travaux publics et les industries de transformation. Dans ce contexte, la valeur ajoutée non agricole (non compris les droits et taxes nets des subventions (DTS)) s'accroîtrait à un rythme soutenu, de l'ordre de 5,2%, au lieu de 5% estimé pour 2007. Le secteur secondaire (industries, bâtiment et travaux publics, mines et énergie) augmenterait de 5,8% et les services (commerce, transport, hébergement et restauration, activités financières, autres services non marchands) de 4,8%. Quant aux DTS, ils réaliseraient une hausse de 6% au lieu de 10,3% estimé pour 2007, ralentissement qui serait induit par la baisse prévisible des importations du blé.



Cette situation serait confortée par l'évolution favorable des investissements et de la consommation des ménages et des administrations publiques. La politique budgétaire adoptée, pour cette année, se veut expansive, notamment en matière d'investissements publics, de dépenses de soutien des prix à la consommation des produits énergétiques et alimentaires et des dépenses de fonctionnement salariales induites par l'importance des recrutements prévus. Cette politique serait accompagnée par des mesures d'ordre fiscal, mises en œuvre dans ce cadre, particulièrement, les révisions à la baisse de l'impôt sur les sociétés (IS) et la réduction progressive des droits de douane en application des accords internationaux.

De même, le financement de l'économie, notamment en faveur de l'investissement et de la consommation, continuerait de profiter de la consolidation des flux de capitaux en provenance du reste du monde, notamment les transferts des Marocains résidant à l'étranger, les investissements directs étrangers et les recettes touristiques.

Globalement, l'économie nationale réaliserait un Produit Intérieur Brut, dégageant une croissance, passant de 2,2% estimée pour 2007 à 6,1% prévue pour 2008. Elle serait marquée, toutefois, par une légère accentuation de l'inflation en 2008. Le prix implicite du PIB s'accroîtrait de 3% au lieu de 2,3% estimé pour 2007. Cette hausse aurait pu être plus grande si ce n'était les efforts consentis par les pouvoirs publics pour absorber l'inflation importée et les effets, parfois inflationnistes, de l'afflux massif de capitaux en provenance de l'étranger.

Au niveau des emplois du PIB, il est à souligner que la croissance économique en 2008 serait tirée davantage par la demande intérieure et la demande du tourisme international. Ainsi, la formation brute du capital fixe (FBCF) dépasserait, pour la première fois, le seuil de 200 milliards de dirhams, en augmentation de 12,8% en 2008 et représenterait 32,2% du PIB. De son côté, la consommation finale des ménages résidents s'accroîtrait de 8,7% et celle des ménages non résidents (touristes étrangers) continuerait de s'inscrire dans son sentier ascendant amorcé depuis quelques années et dégagerait une amélioration au même rythme que l'année 2007, de l'ordre de 12%. Globalement, la demande finale intérieure contribuerait pour 8 points à la croissance en 2008 au lieu de 6 points en 2007.

Quant aux échanges extérieurs des biens et services, leur contribution demeurerait négative, même si elle serait atténuée, en s'établissant à -1,9 point en 2008 au lieu de -3,8 points en 2007. Le solde des échanges extérieurs devrait enregistrer un déficit de l'ordre de 12% du PIB au lieu de 11,1% en 2007.



En matière de financement, l'épargne nationale atteindrait 33,4% du PIB au lieu de 33,1% en 2007, en raison de l'amélioration du revenu national brut disponible, de l'ordre de 9,4%, soutenue par la consolidation des revenus nets en provenance du reste du monde, notamment les transferts des RME. Toutefois, ce niveau d'épargne serait légèrement inférieur au niveau de l'investissement brut (FBCF plus variation des stocks) dont le taux se situerait à 35,1% du PIB au lieu de 34,1% en 2007.

Le compte épargne-investissement dégagerait, en conséquence, pour la deuxième année consécutive, un léger besoin de financement d'environ 1% et 1,7% du PIB, respectivement en 2007 et 2008 au lieu des excédents réalisés depuis la fin des années quatre vingt dix.

Parallèlement, les finances publiques, malgré la politique budgétaire expansive (fonctionnement et investissement) retenue pour 2008, se caractériseraient par un déficit global ne dépassant pas 3,1% du PIB au lieu de 1,9% en 2007 et 1,6% en 2006.

Le marché monétaire, de son côté, serait marqué par la persistance de la surliquidité bancaire, sous l'effet de la forte hausse des avoirs extérieurs. Le taux de liquidité atteindrait 111% en 2008 au lieu de 107% en 2007 et 96,6% enregistré en 2006. Dans ce cadre, les crédits à l'économie, qui se sont accrus de 28,7% en 2007 au lieu de 16,3% en 2006, seraient en léger ralentissement en 2008, en prenant en considération les objectifs annoncés par Bank Al Maghrib en matière d'inflation.

Au terme de ces prévisions, il convient de noter que les estimations de la croissance économique en 2007 seront actualisées par le Haut Commissariat au Plan (HCP) au printemps 2008 lors de l'arrêté des comptes de la nation. Les perspectives économiques de 2008, quant à elles, seront révisées, comme il est indiqué plus haut, dans le cadre de l'élaboration du budget économique exploratoire pour l'année 2009.



EVOLUTION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

En terme réel selon la base 1998

(Variation en %)

	2005	2006	2007*	2008**
• Valeur ajoutée du secteur Primaire.....	-11,8	21,0	-19,4	12,5
• Valeur ajoutée non agricole.....	5,4	5,3	5,0	5,2
➤ Secteur Secondaire.....	6,5	4,7	5,6	5,8
➤ Secteur tertiaire.....	4,9	5,6	4,7	4,8
• Total des valeurs ajoutées.....	2,6	7,4	1,2	6,1
• Droits et taxes nets des subventions....	1,2	13,2	10,3	6,0
PIB en terme réel	2,4	8,0	2,2	6,1
Variation du prix implicite du PIB	2,0	2,0	2,3	3,0
PIB en valeur (millions de Dhs courants)	522649	575270	601558	657202
Variation en (%)	4,5	10,1	4,6	9,3

(*): Estimation (**): Prévision établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2008.